

1716

Extrait du procès-verbal (avec annexes à la proposition):

- BK 4 (Ab, Br, Sa, So) pour adoption

- EVD 5

- EDA 6 pour connaissance

24 septembre 1979

- EDI 3

- LFD 3

- M&D 4

- MFS 7

Message concernant l'approbation des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales tenues sous l'égide du GATT (Tokyo-Round)

Département de l'économie publique. Proposition du 13 septembre 1979 (annexe)
 Département des affaires étrangères. Co-rapport du 19 septembre 1979 (adhésion)
 Département de l'intérieur. Co-rapport du 20 septembre 1979 (adhésion)
 Département de justice et police. Co-rapport du 21 septembre 1979 (annexe)
 Département militaire. Co-rapport du 20 septembre 1979 (annexe)
 Département de l'économie publique. Rapport complémentaire du 21 septembre 1979 (annexe)
 Département militaire. Co-rapport complémentaire du 21 septembre 1979 (adhésion)
 Département des finances. Co-rapport du 19 septembre 1979 (adhésion)
 Chancellerie fédérale. Co-rapport du 21 septembre 1979 (annexe)
 Département de l'économie publique. Rapport complémentaire du 24 septembre 1979 (annexe)
 Département de l'économie publique. Proposition complémentaire du 21 septembre 1979 (annexe)

Vu la proposition du département de l'économie publique et compte tenu de la procédure de co-rapport et après délibération, le Conseil fédéral

d é c i d e :

Le message concernant l'approbation des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales tenues sous l'égide du GATT (Tokyo-Round) est approuvé conformément à la procédure de co-rapport, notamment aux rapports complémentaires du département de l'économie publique des 21 septembre (2) et 25 septembre 1979.

Publication:
 Feuille fédérale



Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
 Département fédéral de l'économie publique
 Dipartimento federale dell'economia pubblica

- 2 -

Extrait du procès-verbal (avec annexes à la proposition):

- BK	4	(Hb, Br, Sa, Rc)	pour	exécution
- EVD	5	"	"	"
- EDA	6		pour	connaissance
- EDI	3	"	"	"
- EJPD	3	"	"	"
- EMD	4	"	"	"
- EFD	7	"	"	"
- EVED	5	"	"	"
- EFK	2	"	"	"
- FinDel	2	"	"	"

Berne, le 13 septembre 1973

Au Conseil fédéral

Pour extrait conforme,
le secrétaire:

SAURAU

Vous trouverez ci-joint, pour approbation, le message, y compris ses annexes, que nous vous proposons d'adresser aux Chambres fédérales en vue de la ratification par la Suisse des résultats des négociations commerciales multilatérales qui se sont tenues sous l'égide du GATT (Tokyo-Round).

Ces négociations ont été ouvertes le 23 septembre 1973 à l'occasion d'une réunion ministérielle à Tokyo (cf. notre rapport du 24 août 1973). Elles ont pris fin pour l'essentiel par la signature le 31 juillet 1973 du Protocole de Genève (1973) auquel sont annexés les listes de concessions tarifaires des principaux participants. Pour les quelques cas où elles se poursuivent à l'heure actuelle, et qui sont évoqués dans le message, les résultats seront soumis à l'approbation des Chambres fédérales par le voie des rapports semestriels sur la politique économique extérieure.



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 13 septembre 1979

Au Conseil fédéral

Distribué

Message concernant l'approbation
 des accords conclus dans le cadre
 des négociations commerciales mul-
 tilatérales tenues sous l'égide
 du GATT (Tokyo-Round)

Vous trouverez ci-joint, pour approbation, le message,
 y compris ses annexes, que nous vous proposons d'adres-
 ser aux Chambres fédérales en vue de la ratification par
 la Suisse des résultats des négociations commerciales mul-
 tilatérales qui se sont tenues sous l'égide du GATT (Tokyo-
 Round).

Ces négociations ont été ouvertes le 13 septembre 1973
 à l'occasion d'une réunion ministérielle à Tokyo (cf. notre
 rapport du 24 août 1973). Elles ont pris fin pour l'essen-
 tiel par la signature le 11 juillet 1979 du Protocole de
 Genève (1979) auquel sont annexées les listes de concessions
 tarifaires des principaux participants. Pour les quelques
 cas où elles se poursuivent à l'heure actuelle, et qui sont
 évoqués dans le message, les résultats seront soumis à l'ap-
 probation des Chambres fédérales par la voie des rapports
 semestriels sur la politique économique extérieure.

Afin de ne pas retarder les procédures internes de transmi-
 sion du message aux Chambres fédérales, nous avons dû nous
 adresser à vous simultanément les versions française et alle-
 mande du message. La version française vous sera transmise dans
 les plus brefs délais.

Il a été convenu que les résultats du Tokyo-Round seraient mis en vigueur à partir du 1er janvier 1980. A cette date devrait en effet être appliquée la première des huit tranches annuelles de réduction des droits de douane convenue. Dans le même temps seront mis en vigueur, sous réserve d'une ou deux exceptions, les arrangements se rapportant aux mesures non tarifaires : subventions et droits compensateurs, mesures antidumping, obstacles techniques aux échanges (normes), etc.

Pour que nous puissions respecter les délais convenus de mise en oeuvre, il conviendrait donc que cette affaire soit traitée par les deux Chambres à leur session de décembre.

Le premier chapitre du message comporte un rappel des antécédents et des buts du Tokyo-Round. Le deuxième chapitre décrit les positions de départ des principaux participants et le déroulement des négociations. Les résultats de la négociation dans les domaines tarifaire et non tarifaire font l'objet du chapitre 3. Au chapitre 4 est analysée la portée du Tokyo-Round au plan général et du point de vue suisse. Le chapitre 5 traite de la mise en oeuvre. Les incidences financières et de politique du personnel sont examinées au chapitre 6. La constitutionnalité fait l'objet du chapitre 7.

L'ampleur du message que nous vous soumettons tient au nombre exceptionnellement élevé d'arrangements spécifiques négociés dans le Tokyo-Round. Chacun de ces arrangements, qui relèvent notamment du domaine des mesures non tarifaires, a dû en effet faire l'objet d'un commentaire.

Afin de ne pas retarder les procédures internes de transmission du message aux Chambres fédérales, nous avons dû renoncer à vous soumettre simultanément les versions française et allemande du message. La version française vous sera transmise dans les plus brefs délais.

- 3 -

Une première consultation des départements et offices de l'administration intéressés aux matières traitées dans ce message a eu lieu.

L'information de la presse interviendra au moment de la publication du message.

Nous vous

proposons

de prendre la décision suivante :

le message concernant l'approbation des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales tenues sous l'égide du GATT (Tokyo-Round) est approuvé.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Pour co-rapport : à tous les départements

Procès-verbal : à tous les départements

M. 1117 Ri/sa

3003 Bern, 21. September 1979

AusgeteiltAn den B u n d e s r a t

Message concernant l'approbation des accords conclus dans
le cadre de la Tokyo-Round

M i t b e r i c h t

zum Antrag des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom
13. September 1979

1. Wir sind mit dem Antrag grundsätzlich einverstanden.
2. Hingegen beantragen wir eine Ergänzung der Botschaft in den nachfolgenden Punkten:

Unser Bundesamt für Justiz hat im kleinen Mitberichtsverfahren Ausführungen darüber gewünscht, inwiefern die zur Genehmigung unterbreiteten Abkommen geltendes Recht ändern oder Änderungen bedingen. Dies im Interesse einer umfassenden Information der Eidgenössischen Räte. Im Zentrum des Interesses stehen die Abkommen über Subventionen und Ausgleichsmassnahmen (Ziffer 322) und über das öffentliche Beschaffungswesen (Ziffer 325). Insbesondere ist anzugeben, ob und gegebenenfalls in welchem Umfange die Möglichkeiten des Bundes beschränkt werden, das öffentliche Beschaffungswesen für Zwecke der Konjunktur-, Struktur- und Regionalpolitik einzusetzen, sowie ob und gegebenenfalls wie weit der Bund und die Kantone in den Möglichkeiten der Subventionierung von Unternehmen geschmälert werden. Ein alle Abkommen betreffender Fragenkreis ist sodann, ob und gegebenenfalls wie weit die Informations-



EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
 DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE

- 2 -

bestimmungen in den Abkommen Art. 271 und 273 StGB derogieren. Auf die Behandlung dieses Fragenkreises in der Botschaft hat auch die Bundesanwaltschaft im kleinen Mitberichtsverfahren grössten Wert gelegt.

Im Botschaftsentwurf finden sich nun lediglich ansatzweise Ausführungen über die Auswirkungen des Abkommens über das öffentliche Beschaffungswesen auf die Möglichkeiten der Konjunktur-, Struktur- und Regionalpolitik

Das Bundesamt für Aussenwirtschaft hat das Bundesamt für Justiz und die Bundesanwaltschaft auf den 20. September zu einer Aussprache eingeladen. Da dieser Mitbericht zufolge der Traktandierung des Geschäfts für die Bundesrats-sitzung vom 24. September vor dieser Aussprache erarbeitet werden musste, konnten deren Ergebnisse hier nicht berücksichtigt werden.

Das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement ist daher zu beauftragen, die Botschaft in den skizzierten Bereichen zu ergänzen, allenfalls unter Beizug des Bundesamtes für Justiz und der Bundesanwaltschaft.

EIDGENÖSSISCHES
 JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT



EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
 DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE

No 035.3/79

3003 Bern, 20. September 1979

In der Antwort anzugeben
 A rappeler dans la réponse
 Ripeterlo nella risposta

An den Bundesrat

Mitberichtsverfahren

zum Antrag des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 13. September 1979 betreffend die Botschaft über die Zustimmung zum GATT-Abkommen/Oeffentliches Beschaffungswesen

Wir setzen voraus, dass wenn dieser Botschaftsentwurf allen Departementen zum Mitbericht unterbreitet wird, das antragstellende Departement erwartet, dass gegebenenfalls fundierte Anträge eingereicht werden. In der ausserordentlich kurzen Mitberichtsfrist (fünf Arbeitstage) erscheint es für den Nichtfachmann schwierig, sich aus den Unterlagen einen genügenden Ueberblick zu verschaffen. Gerade bei jenen im Bundesordner war es praktisch unmöglich, das Gesuchte sofort nachzuschlagen. Wir sind deshalb nur in der Lage, zur Beilage 6 "Uebereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen" Stellung zu nehmen, und zwar wie folgt:

Art. I - Ziff. 1/6 - Schwellenwert

Allgemein beurteilt, ist der zur Anwendung gelangende Schwellenwert von 150'000 SZR bzw. 320'000 Franken zu tief festgelegt worden. Wir vertreten die Auffassung, dass dieser Wert in der Grössenordnung von 1 Mio Franken liegen sollte.

Art. V - Ziff. 6, 7 und 8 - Vergabeverfahren

Das "Offene Vergabeverfahren" wird, allgemein gesehen, sehr arbeitsaufwendig sein. Insbesondere unter dem Regime des Personalstopps sind hier Bedenken anzumelden. Ungeachtet der Relativierung der Wirkung des Abkommens beim Material

EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE



3003 Bern, 20. September 1979

No 015.3/79

für Verteidigung und Zivilschutz könnte durch den unvermeidlichen Papierkrieg auch die Gruppe für Rüstungsdienste durch diese Regelung betroffen werden.

EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT

Wir setzen voraus, dass wenn diese Botschaftsentwurf allen
Departementen zum Mitsicht unterbreitet wird, das antrag-
stellende Departement erwartet, dass gegebenenfalls fundier-
te Anträge eingereicht werden. In der ausserordentlich kurzen
Mitsicht (für Arbeitstage) erscheint es für den
Mitschmann schwierig, sich aus den Unterlagen einen ge-
nügenden Überblick zu verschaffen. Gerade bei jenen im
Bundesrat war es praktisch unmöglich, das Gesuchte sofort
nachzuschlagen. Wir sind deshalb nur in der Lage, zur Beilage
"Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen"
Stellung zu nehmen, und zwar wie folgt:

Art. I - Ziff. 1/6 - Schwellenwert

Allgemein beurteilt, ist der zur Anwendung gelangende Schwellenwert von 150'000 SFR bzw. 320'000 Franken zu viel festgelegt worden. Wir vertreten die Auffassung, dass dieser Wert in der Grössenordnung von 1 Mio Franken liegen sollte.

Art. V - Ziff. 6, 7 und 8 - Verbandsverfahren

Das "Offene Verbandsverfahren" wird, allgemein gesehen, sehr
arbeitswendig sein. Insbesondere unter dem Regime des
Personalarbeits sind hier Bedenken anzumelden. Ungeachtet
der Restriktion der Wirkung des Abkommens beim Material



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2540.1

Berne, le 21 septembre 1979

Distribué

Au Conseil fédéral

Approbation des accords conclus dans le cadre de la
 7e Conférence commerciale et tarifaire du GATT (Tokyo-Round)

Rapport complémentaire

relatif au co-rapport du DMF du 20 septembre 1979

Sur ces deux objets nous nous prononçons comme il suit:

ad Art. I - Ziff. 1/6 - Schwellenwert

La Suisse a préconisé au cours des négociations, la fixation d'une valeur seuil plus élevée. Le montant retenu est le résultat d'un compromis. Au terme même de l'accord sur les marchés publics, celui-ci sera revu dans 3 ans. Une possibilité dès lors subsiste de modifier cette valeur seuil sur la base des expériences faites.

ad Art. V - Ziff. 6, 7 und 8 - Vergabeverfahren

Comme nous le relevons dans le message, section 325.6, page 86, nous sommes conscients des charges administratives supplémentaires qui résulteront de la mise en oeuvre des procédures prévues dans l'accord. Ces charges administratives peuvent rester compte tenu de l'intérêt économique de cet accord pour l'économie suisse dans son ensemble. Nous chercherons cependant à les limiter au maximum lors de la mise au point des modalités de l'accord.

DEPARTEMENT FEDERAL
 DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI
 CHANCELLERIE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE
 CANCELLERIA DELLA CONFEDERAZIONE SVIZZERA

3003 Bern, 21. September 1979

Rc/Ae

Ausgeteilt

An den B u n d e s r a t

die Botschaft kein Verkaufsinformation Verfahren
 stattgefunden hat, konnten insbesondere nicht die mit dem
 Uebereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen (das
 der Genehmigung unterbreitet werden soll) verbundenen Fragen
 Approbation des accords conclus dans le cadre des négociations
 commerciales multilatérales tenues sous l'égide du GATT
 (Tokio-Runde) / Antrag des EVD vom 13. September 1979

Mitbrichte des EMD und des EFD eingegangen bzw. angekündigt.
 Unsererseits möchten wir darauf hinweisen, dass die in ge-
 Wir stellen den Antrag, den etwas schwerfälligen Titel der Bot-
 schaft und des Beschlusentwurfes zu kürzen, beispielsweise in:

Botschaft (bzw. Bundesbeschluss) über die im Rahmen des GATT
 (Tokio-Runde) abgeschlossenen Uebereinkommen
 oder

Botschaft (bzw. Bundesbeschluss) über die im Rahmen der
 Tokio-Runde abgeschlossenen Abkommen

und in diesem Sinne unter entsprechender Anpassung der
 Wir beantragen weiter eine wie üblich bei Botschaften gebräuch-
 liche Gliederung des einleitenden Teils der Botschaft in einen
 "Brief", der den Antrag auf Genehmigung des Beschlusses sowie
 in eine Uebersicht, die eine substanzielle Zusammenfassung
 der Botschaft enthält; die blosser Aufzählung der Gebiete, die
 von den Uebereinkommen beschlagen werden, genügt nicht für
 eine Uebersicht. Buchstabe n statt als Buchstabe q aufgeführt
 werden sollte.

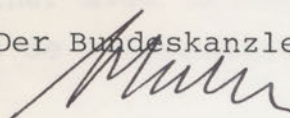
In dieser Uebersicht müssten Ausführungen allgemeiner Natur
 und zur grundsätzlichen Bedeutung der in der Tokio-Runde aus-
 gehandelten Vereinbarungen aufgenommen werden, wie sie z.B.
 im Abschnitt 44, auf S. 144f des Botschaftsentwurfes enthalten
 sind.

In der Botschaft werden verschiedentlich handelstechnische Ausdrücke verwendet, die vielleicht auch dem "verständigen Laien" nicht unbedingt geläufig sind und daher noch etwas eingehender erklärt werden sollten. Dies trifft vor allem auf den Begriff "Dumping" zu, der in Ziff. 323 nur zum Teil erklärt wird.

Da über die Botschaft kein verwaltungsinternes Vorverfahren stattgefunden hat, konnten insbesondere nicht die mit dem Uebereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen (das der Genehmigung unterbreitet werden soll) verbundenen Fragen und Probleme innerhalb der mit dem öffentlichen Einkaufswesen befassten Stellen in der Bundesverwaltung geklärt und bereinigt werden. Zu diesem Uebereinkommen sind denn auch schon Mitberichte des EMD und des EFD eingegangen bzw. angekündigt. Unsererseits möchten wir darauf hinweisen, dass die im genannten Uebereinkommen geregelten Verfahren für Ausschreibungen, Eröffnungen, Auskunfterteilung und Statistik einerseits handelshemmend wirken, andererseits auch dazu Anlass für unerschöpfliche Streitigkeiten geben können. Wir stellen daher den Antrag, dieses Uebereinkommen noch nicht der Genehmigung durch die eidgenössischen Räte zu unterstellen und in diesem Sinn unter entsprechender Anpassung der Ausführungen im Botschaftstext im Bundesbeschluss-Entwurf "Einzigster Artikel" Abs. 1 Bst. e zu streichen.

Im weiteren weisen wir darauf hin, dass die "Verpflichtung der Schweiz betreffend den Marktzutritt für Rindfleisch" der Reihenfolge der Beilagen entsprechend im Bundesbeschluss wohl eher nach Buchstabe n statt als Buchstabe q aufgeführt werden sollte.

Der Bundeskanzler:





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 24 SEP. 1979

Distribué

Au Conseil fédéral

Approbation des accords conclus
 dans le cadre des négociations
 commerciales multilatérales tenues
 sous l'égide du GATT (Tokyo-Round)

Rapport complémentaire au co-rapport
 du 21 septembre de la Chancellerie
 de la Confédération suisse

1. Le titre donné au message correspond à celui du message
 relatif aux négociations précédentes (Kennedy-Round) du
 15 septembre 1967. Il comprend notamment les éléments sui-
 vants :

- l'approbation nécessaire
- le cadre des négociations tenues "sous l'égide" et non
 directement au sein du GATT

L'Office fédéral des affaires économiques extérieures
 (OFAEE) est néanmoins prêt à rechercher avec la Chancellerie
 un allègement du titre du message.

2. L'OFAEE est disposé à examiner avec la Chancellerie la
 question d'un élargissement de l'introduction (Brief).

Paradoxalement, l'établissement d'un résumé pourrait rendre le message encore plus lourd, alors qu'en consultant la table des matières détaillée, comprenant 9 pages à elle seule, le lecteur devrait pouvoir déceler facilement les passages qui l'intéressent directement.

3. L'OFAEE veillera à définir dans toute la mesure du possible les termes "techniques" lorsque ceci n'est pas déjà le cas par exemple à propos du terme "dumping".
4. Nous n'avons pas d'objection à réexaminer avec les services de la Chancellerie l'ordre des annexes.
5. Le message a été élaboré dans des limites de temps extraordinairement serrées. Les négociations se sont terminées pour l'essentiel à mi-juillet et se poursuivent sur plusieurs points à l'heure actuelle. Néanmoins, les Offices de l'Administration les plus directement intéressés ont été associés à la révision des passages du message les intéressant directement. Il est exact que certains d'entre eux n'ont pas eu la possibilité, compte tenu des délais, de nous mettre en mesure d'indiquer leur accord au stade de la procédure interdépartementale de consultation préalable.

Pour ce qui est de la substance, il y a lieu de relever que, pendant toute la durée des négociations, (cf. ch. 44, p. 143 du message) l'OFAEE est demeurée en consultation constante avec tous les milieux intéressés de l'Administration et de l'économie.

Au niveau de l'administration, ces consultations ont notamment eu lieu - pour tous les sujets - à l'occasion des réunions de

- la délégation économique permanente présidée par le directeur de l'OFAEE
- de son "groupe de liaison" institué spécialement pour suivre au jour le jour les négociations.

Pour ce qui a trait plus particulièrement à la question des achats gouvernementaux, plusieurs réunions de ce groupe de liaison dans une composition élargie lui ont été consacrées. Y ont participé notamment le Président de la Commission fédérale des achats et le Secrétaire de cette Commission, des représentants de l'Administration fédérale des finances, du Groupement de l'Armement, de l'Office central des imprimés et du matériel, des CFF et des PTT.

De plus, des discussions séparées ont eu lieu sous l'égide du Secrétariat général du Département de l'intérieur avec les représentants des CFF et des PTT. Enfin, une liaison permanente a été maintenue entre l'OFAEE et le Secrétariat de la Commission fédérale des achats.

Les termes de l'Arrangement sur les achats gouvernementaux sont donc non seulement connus, mais ont été, dans toute la mesure du possible dans une négociation internationale, élaborés d'entente avec eux. Il est vrai que certaines questions techniques pourront se poser à propos de l'application de cet accord qui seront - elles aussi - examinées et mises au point en liaison étroite avec tous les milieux directement intéressés (cf. rapport complémentaire du 21 septembre en réponse au rapport du Département militaire fédéral).

En conclusion, il n'y a pas lieu à nos yeux de retarder la présentation de l'Arrangement sur les achats gouvernementaux au Parlement. Ce d'autant moins qu'il fait partie intégrante du "paquet de négociation" et constitue un élément important de l'équilibre général des concessions. Cet arrangement répond, ainsi qu'exposé dans le message, aux intérêts généraux de notre économie.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

sig Honegger



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Durch die Teilnehmer an Übereinkommen über Subventionen und
 Ausgleichsmaßnahmen werden der Schweiz einschaltende detail-
 lierte Verfahrensregeln für die Schweiz zur Verfügung stehen.
 Bern, den **21. Sep. 1979**

An den Bundesrat

Ausgeteilt

Aenderungen und Ergänzungen
 der Botschaft betreffend die
 Genehmigung der im Rahmen der
 "Tokio-Runde" abgeschlossenen
 Übereinkommen

Im Nachgang zu unserem Antrag vom 13. September 1979 und im
 Einvernehmen mit den übrigen interessierten Bundesstellen
 (Bundesämter für Justiz und für Polizeiwesen, Bundesanwalt-
 schaft) bitten wir Sie, von einigen Aenderungen und Ergänzungen
 des Botschaftstextes Kenntnis zu nehmen. Die abgeänderten bzw.
 ergänzten Seiten (S. 60, S. 86, S. 151 und 151a, S. 153,
 S. 156) finden Sie in der Beilage.

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

sig Honegger

Zum Mitbericht: an alle Departemente

Beilagen

Sie ist in der Verordnung über das Einkaufswesen des Bundes von 8. Dezember 1975 bereits grundsätzlich verwirklicht. Zudem Durch die Teilnahme am Uebereinkommen über Subventionen und Ausgleichsmassnahmen werden der Schweiz einzuhaltende detaillierte Verfahrensregeln für die Erhebung von Ausgleichszöllen zur Verfügung stehen.

Das Uebereinkommen lässt allfällige Subventionen anderer öffentlicher Gemeinwesen (Kantone, Gemeinden) unangetastet. Es bestimmt aber gleichzeitig, dass die Unterzeichner für die Folgen der Subventionen ihrer Gemeinwesen nach Massgabe des Uebereinkommens einzustehen haben (Art. 7 Anmerkung).

Die Ausführung des Uebereinkommens als solche erfordert keine legislatorischen Massnahmen des Bundes oder der Kantone. Dies ergibt sich schon daraus, dass die Verpflichtungen aus dem Uebereinkommen nicht über jene hinausgehen, die gemäss EFTA-Konvention und Freihandelsabkommen Schweiz/EWG für die jeweiligen Vertragspartner gelten.

323 Antidumping: Uebereinkommen zur Durchführung von Artikel VI des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens

(Beilage 4)

323.1 Der Antidumping-Kodex von 1967

Anlässlich der Kennedy-Runde wurde ein Uebereinkommen ausgearbeitet mit dem Ziel, gemeinsame Methoden der Dumpingabwehr festzulegen, die den internationalen Handel nicht ungerechtfertigt behindern. Dieser Antidumping-Kodex interpretiert die in Artikel VI (Antidumping- und Ausgleichszölle) des Allgemeinen Abkommens enthaltenen Bestimmungen und erlässt Vorschriften für deren Anwendung. Mit Bundesbeschluss vom 20. Dezember 1967 (AS 1967 1717) über die Genehmigung des im Rahmen der sechsten Handels- und Zollkonferenz des GATT (Kennedy-Runde) abgeschlossenen Uebereinkommens ermächtigten Sie uns, diesen sog. Antidumping-Kodex zu ratifizieren.

Sie ist in der Verordnung über das Einkaufswesen des Bundes vom 8. Dezember 1975 bereits grundsätzlich verwirklicht. Zudem ist die Schweiz im Rahmen der EFTA vertraglich verpflichtet, das Prinzip der Nichtdiskriminierung im öffentlichen Einkauf zu respektieren. Das vorliegende Übereinkommen bedeutet daher für sie im wesentlichen lediglich eine auf Gegenseitigkeit beruhende vertragliche Übernahme der bis anhin verfolgten Einkaufspolitik.

Wegen des hohen Schwellenwerts wird ein grosser Teil der von den unterstellten schweizerischen Beschaffungsstellen zu vergebenen Aufträge nicht unter das Übereinkommen fallen. Auch für die Kantone erwachsen aus diesem Übereinkommen keine unmittelbaren Verpflichtungen. Dies bedeutet jedoch nicht, dass für die nicht unter das Übereinkommen fallenden Aufträge den schweizerischen Lieferanten ein unabdingbarer Anspruch auf die Auftragserteilung zusteht. Im Hinblick auf die ausgeprägte Exportabhängigkeit unserer Wirtschaft liegt es im Gesamtinteresse, wenn sowohl der Bund als auch die Kantone die bis anhin verfolgte liberale Einkaufspolitik fortsetzen.

Die Befolgung der vorgesehenen Beschaffungsregeln wird von den Einkaufsstellen zweifellos eine gewisse Anpassung erfordern. Der damit verbundene administrative Aufwand dürfte sich jedoch in vertretbaren Grenzen halten, zumal er vom Schwellenwert stark eingeschränkt wird. Doch die für unsere Einkaufsstellen entstehenden Umtriebe dürfen nicht die Sicht dafür verdecken, dass nur solche Verfahrensregeln das Zustandekommen eines - die schweizerischen Exportunternehmen in höchstem Masse interessierenden - echten Wettbewerbs bei der Vergabe ausländischer Beschaffungen ermöglichen, die insgesamt wesentlich umfangreicher als die Einkäufe des Bundes sind. Schliesslich ist zu berücksichtigen, dass die Anwendung dieses Übereinkommens zweifellos auch die rationelle Verwendung öffentlicher Mittel im Beschaffungsbereich fördern kann.

Die Ausführung dieses Abkommens bedingt keine unmittelbaren gesetzgeberischen Massnahmen. Der Bundesrat wird lediglich die Einkaufsverordnung anzupassen haben.

522.3 Informationsbeschaffung und Geheimnisschutz

Um das Funktionieren der Uebereinkommen sicherzustellen, sehen diese vor, dass teilweise die Vertragsstaaten und im Streit-schlichtungsverfahren durchwegs die Sondergruppen Informationen direkt bei Privaten anfordern können. Das Exportland hat entsprechende Amtshandlungen der Sondergruppen nach blosser vorheriger Ankündigung durch diese hinzunehmen, während gegen Ermittlungen ausländischer Staaten eine Einsprachemöglichkeit besteht. Soweit eine solche Möglichkeit nicht gegeben ist, ersetzen die Uebereinkommen die Bewilligung, die in Art. 271 StGF für die betreffenden Amtshandlungen auf schweizerischem Territorium vorgesehen ist. Die generelle Bewilligung erscheint dabei insofern als unbedenklich, als die Privaten keine Auskunftspflicht trifft, die Informationen also auf freiwilliger Basis gegeben werden. Im Falle der Informationsverweigerung dürfen keine Zwangsmittel eingesetzt werden. Ein analoges Vorgehen sieht schon der im Rahmen der Kennedy-Runde ausgehandelte Antidumping-Kodex vor (AS 1967 1894).

Was den Geheimnisschutz betrifft, ist darauf hinzuweisen, dass Auskünfte nicht nur in jedem Fall freiwillig erteilt werden, sondern auch mit dem Vorbehalt der Vertraulichkeit versehen werden können. In diesem Falle dürfen die Informationen nur mit Zustimmung der **auskunftgebenden** Seite weitergegeben werden. Allerdings musste ein Vorbehalt für gerichtliche Verfahren in die Texte aufgenommen werden, um den Möglichkeiten zur Akteneinsicht gemäss den nationalen Verfahrensordnungen (insbesondere der USA) Rechnung zu tragen.

Betreffen die Informationen Wirtschaftsgeheimnisse, über die der angefragte Private nicht als alleiniger Geheimnisherr frei verfügen kann, so hat der Informant die schweizerischen Geheimnisschutzbestimmungen zu beachten. Insbesondere hat er vor Erteilung der Auskunft die Zustimmung der übrigen Geheimnisherren einzuholen. Verweigert der Angefragte die Auskunft, nimmt er in Kauf, dass die Angelegenheit auf Grund unvollständiger Akten beurteilt wird.

Im Unterschied zu den Privaten trifft die Regierungen eine grundsätzliche Informationspflicht. Immerhin können sich die Vertragsparteien auf Art. XXI lit. a GATT berufen, wonach sie keine Auskünfte erteilen müssen, deren Verbreitung sie als den wesentlichen Interessen ihrer Sicherheit entgegenstehend ansehen. Im übrigen gelten die vorangehenden Ausführungen über die Behandlung vertraulicher Informationen und über die Folgen der Auskunftsverweigerung auch im vorliegenden Zusammenhang. Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die mit der Durchführung der Abkommen befassten schweizerischen Amtsstellen, die ihnen von Privaten gelieferten Angaben nicht gegen deren Willen weitergeben dürfen.

Verfassungsmässigkeit

Die in der Tokio-Runde ausgehandelten Uebereinkommen und Vereinbarungen verschiedenster Art bilden ein zusammenhängendes Ganzes, dessen Ausgewogenheit und Tragweite nur eine globale Bewertung gerecht werden kann. Diese Feststellung wurde schon von der Tokio-Erklärung an den Anfang der Verhandlungen gestellt und hat sich in allen Verhandlungsphasen - über die wir Sie in unseren Berichten zur Aussenwirtschaftspolitik seit 1973 regelmässig informiert gehalten haben - bestätigt. Aus diesem Grunde legen wir Ihnen denn auch das Ergebnis der Tokio-Runde - vorbehältlich der noch nicht endgültig ausgehandelten Uebereinkommen und Vereinbarungen - als Einheit zur Genehmigung vor.

Die Vereinbarungen stellen Zoll- und Handelsverträge mit dem Auslande im Sinne von Art. 8 der Bundesverfassung dar und fallen somit in die Zuständigkeit des Bundes. Die Zuständigkeit der Bundesversammlung zur Genehmigung ergibt sich aus Art. 85 Ziff. 5 der Bundesverfassung.

Sämtliche Uebereinkommen sind binnen 60 Tagen (12 Monaten im Falle des Abkommens über die Zivilluftfahrzeuge) aufkündbar. Die Kündbarkeit der vertraglich vereinbarten Zollzugeständnisse sowie der in Briefwechseln übernommenen bilateralen Verpflichtungen folgt aus den einschlägigen Vorschriften des Allgemeinen Abkommens. Die Uebereinkommen sehen keinen Beitritt zu einer internationalen Organisation vor. Sie führen keine multilaterale Rechtsvereinheitlichung herbei. Ihr Ziel ist es lediglich, die internationale Zusammenarbeit im GATT zur Anwendung der im Allgemeinen Abkommen verankerten Regeln und Grundsätze im internationalen Handel zu verstärken und zu fördern. Das Ergebnis der Tokio-Runde untersteht deshalb nicht dem fakultativen Referendum nach Art. 89 Abs. 3 der Bundesverfassung.

q. Verpflichtung der Schweiz betreffend den Marktzutritt für Rindfleisch

24 septembre 1979

² Der Bundesrat wird ermächtigt, sie zu ratifizieren. Er bestimmt insbesondere den Zeitpunkt des Zollabbaus.

³ Dieser Beschluss untersteht nicht dem Staatsvertragsreferendum.

Conformément à la proposition du département de l'économie publique et compte tenu de la procédure de co-rapport, le Conseil fédéral

d é c i d e :

Le projet d'accord relatif à l'octroi du crédit mixte à Sri Lanka est approuvé et entrera en vigueur le jour de sa signature.

Extrait du procès-verbal (sans annexes à la proposition):

- EVD	15	(DS 5, BAWI 10)	pour exécution
- EDA	6	(DV, DER)	pour connaissance
- EPD	7		pour connaissance
- EPK	2	"	"
- FinDel	2	"	"

Pour extrait conforme:

Le secrétaire,

[Signature]